

Interview accordée par le président John F. Kennedy au journal soviétique Izvestia (25 novembre 1961)

Légende: Le 25 novembre 1961, le président américain John F. Kennedy accorde au rédacteur en chef du journal soviétique Izvestia une interview dans laquelle il s'exprime sur les relations soviéto-américaines et sur les crises de la Guerre froide.

Source: USA Documents. 29.11.1961, n° 2.058. Paris: Bureau de presse - Ambassade des États-Unis à Paris. "Interview accordée par le président John F. Kennedy au journal soviétique Izvestia (25 novembre 1961)", p. 1-14.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_accordee_par_le_president_john_f_kennedy_au_journal_sovietique_izvestia_25_novembre_1961-fr-3bdd98f2-12a6-405e-b19e-0a187aaa9886.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Interview accordée par le président John F. Kennedy au journal soviétique *Izvestia* (25 novembre 1961)

M. Adjobei: - Monsieur le Président, je suis heureux que vous m'ayez accordé cette interview et j'aimerais vous dire très franchement que votre élection au poste élevé de Président des Etats-Unis a fait naître de grands espoirs dans l'opinion publique de notre pays. A ce sujet, j'aimerais vous poser la question suivante.

Le Président - Puis-je simplement vous dire que j'apprécie beaucoup votre venue aux Etats-Unis. J'apprécie également l'occasion qui m'est offerte, par votre truchement et celui de votre journal, de parler au peuple de l'Union soviétique. Je pense que les contacts, les échanges de vues et la véritable relation de ce à quoi nos deux pays ressemblent, de ce qu'ils veulent et de ce que veut la population, sont dans les intérêts de nos deux pays et dans l'intérêt de la paix. C'est pourquoi nous sommes enchantés de cette occasion qui nous est offerte.

M. Adjobei: - J'aimerais vous poser la question suivante. Monsieur le Président, au cours de votre campagne électorale, vous avez, à maintes reprises, manifesté d'excellentes intentions à propos de la nécessité d'améliorer les relations soviéto-américaines. A l'occasion de votre inauguration comme Président d'une grande nation, Nikita Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., et Léonide Brejnev, président du Praesidium du Soviet suprême de l'U.R.S.S., ont, dans le message qu'ils vous ont adressé, exprimé l'espoir que, par leurs efforts conjugués, nos deux nations parviennent à améliorer radicalement leurs relations ainsi que la situation internationale. Ils ont également exprimé la conviction que nous pouvons, vous, étape par étape, éliminer les suspicions et la méfiance existantes et, par là même, promouvoir une coopération entre nos deux peuples. De son côté, le gouvernement soviétique est toujours prêt à appuyer toute tentative sérieuse en ce sens et à faire de son mieux pour l'établissement d'une paix stable dans le monde, de manière que tous les peuples puissent vivre en amitié et sans haine.

Monsieur le Président, que pensez-vous de l'état actuel des relations soviéto-américaines et que pensez-vous qui doit être fait, tant par le gouvernement américain que par le gouvernement soviétique, pour améliorer les relations entre nos deux pays ?

Le Président - Eh, bien, je dirai que ces relations ne sont pas aujourd'hui aussi satisfaisantes que j'aurais souhaité qu'elles le fussent lorsque je suis entré en fonctions. En vérité, l'une des premières choses que j'ai faites en devenant Président a été de m'engager, au nom des Etats-Unis, à un effort sérieux pour obtenir un accord satisfaisant avec l'Union soviétique sur la cessation des essais nucléaires. Comme résultat de cet effort, vers la fin du mois de mars, nous avons envoyé nos représentants à Genève, en même temps que la Grande-Bretagne y envoyait les siens, avec, pour la première fois, un traité complet que nous avons déposé pour discussion. J'avais espéré que ce domaine serait l'un de ceux où nous pourrions faire de réels progrès. Cela aurait diminué la contamination de l'air, cela aurait constitué un premier pas vers le désarmement, et je pensais que si nous pouvions arriver à un accord dans ce domaine, nous pourrions alors nous attacher aux autres secteurs du désarmement qui, eux aussi, demandaient une solution.

Nous n'y sommes pas parvenus. Et, comme vous le savez, nous siégeons encore en fait à la table de Genève, au mois d'août, lorsque, tout en continuant à négocier, l'Union soviétique a repris ses essais, essais qui devaient être en préparation depuis de nombreux mois, alors même que les pourparlers se poursuivaient. Ce fut donc une déception.

En outre, Berlin et l'Allemagne sont devenus, à mon sentiment, des régions de crises aggravées depuis la réunion de Vienne, crises qui sont, je crois, extrêmement dangereuses pour la paix, cette paix que, j'en suis certain - je le sais - nos deux peuples souhaitent.

Je pense que l'Union soviétique et les Etats-Unis devraient ensemble vivre en paix. Nous sommes de grands pays, des peuples énergiques; nous assurons dans nos deux pays une élévation constante du niveau de vie. Si nous pouvons pendant vingt ans maintenir la paix, la vie de la population de l'Union soviétique et de la population des Etats-Unis sera beaucoup plus riche et beaucoup plus heureuse, le niveau de vie s'élevant sans cesse.

Là où nous pensons qu'une difficulté intervient, c'est dans l'effort fait par l'Union soviétique pour communiser, en un sens, le monde entier. Si l'Union soviétique cherchait seulement à protéger ses propres intérêts nationaux, à protéger sa propre sécurité nationale, et permettait aux autres pays de vivre comme ils l'entendent - de vivre en paix - alors, je crois que les problèmes qui provoquent actuellement une telle tension s'évanouiraient.

Nous voulons que le peuple de l'Union soviétique vive en paix. Nous voulons la même chose pour notre propre peuple. C'est l'effort entrepris pour faire progresser le système communiste, pays après pays, qui représente, je crois, la grande menace pour la paix. Si l'Union soviétique envisageait seulement son intérêt national et cherchait seule à assurer une vie meilleure à sa population dans des conditions de paix, je pense que rien ne viendrait troubler les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

M. Adjobei: - Ceci est très intéressant. Cependant, en tant que citoyen de l'Union soviétique, en tant que membre du parti communiste, je ne puis être d'accord avec vous sur la partie de votre réponse dans laquelle vous dites que nous essayons de "communiser" le monde. Au 22ème Congrès du parti, qui, à notre avis, a été un événement historique, nous avons adopté un programme de développement communiste et nous avons dit que nous étions opposés à toute exportation de la révolution, mais nous sommes aussi opposés à toute exportation de la contre-révolution. Si nous envisageons les faits, il existe dans le monde de nombreux pays dans les affaires desquels, selon nous, les Etats-Unis interviennent. Hier, j'ai vu un programme de télévision présenté à des millions d'Américains au cours duquel votre commentateur affirmait que le monde entier vit véritablement sous la menace d'une mainmise communiste sur le monde. Nous voudrions qu'il soit mis fin à cette situation.

Notre gouvernement et notre parti estiment que chaque peuple choisit le système de gouvernement qui lui plaît. L'Autriche a choisi la voie du développement capitaliste, bien que les troupes américaines et soviétiques fussent sur son territoire. Mais Cuba a choisi une autre voie de développement. Et nous serions heureux si vous, Monsieur le Président, déclariez que l'ingérence dans les affaires de Cuba a été une erreur. Nous espérons que le peuple de Cuba renforcera son propre mode de vie - tout comme celui de la République Dominicaine, de l'Equateur, du Brésil et de nombreux autres pays.

Le Président - Puis-je dire simplement, sans engager une controverse, que les Etats-Unis soutiennent l'idée que tout peuple doit avoir le droit de choisir librement le genre de gouvernement qu'il désire. Dans le cas de Cuba, permettez-moi de vous rappeler qu'à l'origine la révolution de Castro avait l'appui de la grande majorité de la population. A l'époque où Castro dirigeait la révolution, il a été déclaré que de libres élections interviendraient et que la population bénéficierait de la liberté et du progrès. Mais Castro n'a pas tenu cet engagement. Aussi longtemps que le gouvernement actuel de Cuba n'aura pas autorisé des élections libres et honnêtes, il ne pourra, à notre avis, prétendre représenter la majorité de la population. Tel est notre différend avec Cuba.

M. Jagan, d'autre part, qui a été récemment élu Premier Ministre en Guyane britannique, est un marxiste, mais les Etats-Unis n'y trouvent rien à redire, car ce choix a été fait par le moyen d'élections honnêtes d'où il est sorti vainqueur.

Si le peuple de quelque pays que ce soit choisissait, par des élections libres, d'adopter un système communiste, après que la possibilité de s'exprimer ait été donnée à nombre de points de vue, les Etats-Unis l'accepteraient. Ce que nous trouvons blâmable, et ce que nous estimons constituer une menace pour la paix, c'est un système imposé par un petit groupe de militants, par le moyen de la subversion, de l'infiltration, et autres manœuvres.

Si l'Union soviétique et les Etats-Unis pouvaient mettre en valeur leurs propres ressources et si vous permettiez aux peuples du monde de se développer de la façon qu'ils souhaitent, alors, si quelque nation choisissait un système communiste, nous le reconnâtrions et l'accepterions. Et si elle choisissait un autre système, alors nous espérons que vous le reconnâtriez et l'accepteriez aussi. Si nous pouvions, de part et d'autre, en arriver là, je pense que l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui ont tant à gagner à la paix,

pourraient vivre en paix.

M. Adjoubei: - Je vous comprends, Monsieur le Président, et je suis très heureux d'entendre ces paroles de votre bouche, car, comme vous le savez, l'avenir du monde dépend à bien des égards des relations entre les Etats-Unis et notre pays. Que le peuple décide du mode de développement qu'il préfère. Cependant, j'aimerais signaler à votre attention le parallèle historique suivant. Lorsque les Bolchéviks, dirigés par Lénine, vinrent au pouvoir, le monde capitaliste tout entier s'écria qu'il s'agissait de comploteurs et qu'il n'existait pas de liberté en Russie ; cependant, en quarante-quatre ans, notre pays est devenu une grande puissance. Mais le problème n'est pas là. J'aimerais vous poser une autre question.

Le Président - Vous êtes un journaliste et un politicien.

M. Adjoubei: - Dans notre pays, tout citoyen est un politicien, parce que nous aimons beaucoup notre pays. Jeunes et vieux aiment le système socialiste de notre pays, et nous sommes prêts à lutter pour lui jusqu'à sa victoire finale. Vous êtes fier de votre pays, Monsieur le Président, et nous sommes nous aussi très fiers du nôtre, très fiers de notre parti et très fiers de Lénine.

Monsieur le Président, on dit parfois que pour améliorer les relations entre nos pays, il est nécessaire de commencer par régler les petits problèmes. D'autres estiment que trop de questions mineures se sont accumulées, et qu'il serait peut-être mieux de commencer par un acte important. Nous considérons que cet acte important, ce fut la visite de Nikita Khrouchtchev aux Etats-Unis, en 1959. Mais, malheureusement, les résultats de ce voyage ne furent pas totalement satisfaisants. Monsieur le Président, quelle est votre position vis-à-vis de l'idée de la conclusion d'un pacte de paix entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ? Ce serait un grand pas en avant.

Le Président - Je pense non seulement qu'un accord devrait être conclu entre nos deux pays, mais aussi que devraient être prises les mesures qui permettraient la paix. Je ne pense pas qu'un document, et des mots portés sur un document, soient aussi importants que l'examen des domaines qui créent une tension entre nos deux systèmes et l'étude des moyens possibles de supprimer cette tension. L'un de ces domaines est maintenant le problème de l'Allemagne et de Berlin. Si nous pouvions réaliser des progrès à ce sujet, alors, à mon avis, cela constituerait une étape des plus importantes dans l'amélioration de nos relations dans d'autres domaines.

J'ai déclaré que si nous avions été en mesure de réaliser un accord sur la cessation des essais nucléaires, cela aurait conduit à d'autres accords sur le désarmement. Si nous pouvions réaliser un accord assurant la paix en Europe centrale, si nous pouvions faire aboutir nos efforts au Laos et garantir un gouvernement et un pays qui soient neutres et indépendants, comme le Président Khrouchtchev et moi-même en sommes convenus à Vienne, alors nous pourrions nous attaquer à d'autres secteurs de tension. J'estime, comme je l'ai dit, que si nous pouvons dès maintenant conclure, sur des bases satisfaisantes, un accord sur l'Allemagne et Berlin, qui constituent le domaine le plus critique - parce que c'est là une question d'un grand intérêt pour nos deux pays, et un sujet de grande préoccupation pour nos populations respectives - alors nous pourrions prendre d'autres mesures. Si nous pouvons résoudre le problème de l'Allemagne et de Berlin, je crois que nous constaterons que nos relations se sont considérablement améliorées.

M. Adjoubei: - Merci, Monsieur le Président, c'est une opinion très estimable. Notamment parce que vous entendez, si je comprends bien votre pensée, avoir des conversations sérieuses avec notre gouvernement sur ces problèmes. Permettez-moi de dire que le problème allemand est d'une grande importance pour notre pays, pour maintes raisons. Pas seulement pour des raisons strictement politiques, et pas seulement pour des considérations de prestige. Comme vous le savez, nous avons des alliés : la Pologne, la Tchécoslovaquie et nombre d'autres pays. Cependant, à ce jour, nous n'avons pas entendu de voix raisonnable, à l'Ouest, affirmant l'intégrité des frontières existantes en Europe ; ce serait, cependant, très important à entendre. Mais il y a aussi un autre aspect du problème allemand. Dans notre pays, en Union soviétique, il n'y a pas une seule famille qui n'ait perdu quelqu'un des siens dans la guerre. Vous savez que nous essayons d'éteindre les tisons de la dernière guerre qui couvent en Europe centrale. Mais nous ne désirons pas seulement jouer le rôle de pompier politique, comme nous l'avons fait, bien que ce soit très important. Au cœur de tout citoyen

soviétique, dans l'âme de tout citoyen soviétique, il y a, comme vous le savez, des tisons encore brûlants de la dernière guerre et ces tisons consomment son âme et troublent son sommeil. Ainsi donc la solution de la question d'un traité de paix représente-t-elle, au cœur de tout citoyen soviétique, l'espoir et la tranquillité. Après tout, nous chantons encore des chants évoquant ceux qui ne sont pas revenus de la guerre. Je sais que vous avez pris part à la guerre, que vous êtes un héros de la guerre, et c'est pourquoi je me place sur un plan si élevé en vous parlant. Mais c'est, si vous voulez, un à-côté.

Monsieur le Président, en 1958, si je ne m'abuse, notre gouvernement proposa au gouvernement des Etats-Unis - bien entendu, c'était l'administration précédente qui était alors au pouvoir - la normalisation des relations commerciales entre nos pays. Aujourd'hui, comme vous le savez, les relations commerciales entre nos pays sont dans un état très lamentable. Avant que je ne parte pour les Etats-Unis, j'ai eu une conversation avec mes amis du ministère du Commerce extérieur, et ils m'ont prié de vous demander s'il y a quelque perspective d'amélioration des relations commerciales entre nos pays. Après tout, c'est une très ancienne vérité : avec le commerce, avec les échanges commerciaux, naissent également de meilleures relations entre les peuples.

Le Président - Permettez-moi de dire que je sais que l'Union soviétique a plus souffert de la IIème Guerre Mondiale que tout autre pays. Cela a représenté une terrible saignée, et les deuils ont affecté toutes les familles, y compris un grand nombre de familles de ceux qui siègent actuellement au gouvernement.

Je dois dire que les Etats-Unis ont également souffert, bien que moins profondément que l'Union soviétique, c'est bien évident. Mon frère a été tué en Europe. Le mari de ma sœur a été tué en Europe.

Le fait est que cette guerre est maintenant terminée. Nous voulons en empêcher une autre qui surgirait au sujet de l'Allemagne. Je crois que la chose la plus importante entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. n'est pas de créer l'espèce de tension et de pression qui, au nom du règlement de la deuxième guerre mondiale, augmenterait les risques d'un conflit entre l'Union soviétique et ses alliés d'une part, les Etats-Unis et leurs alliés d'autre part. Ce que nous devrions tenter de faire, c'est d'établir par la négociation une solution qui rendrait possible le maintien de la paix en Europe centrale. Et c'est le but de mon gouvernement.

Quant aux relations commerciales, une des premières choses que j'ai faites en accédant à la présidence a été de modifier la politique gouvernementale qui prévoyait l'admission des conserves de crabe. Ce n'était pas une question d'une grande valeur au point de vue du dollar, mais cela avait quelque importance symbolique, et c'était une question que le président Khrouchtchev avait évoquée en plusieurs occasions.

Mon propre sentiment est que, si nous pouvons résoudre les problèmes dont nous parlons actuellement, Berlin en particulier, et relâcher la tension générale, les échanges commerciaux iront alors en croissant. Ce qui a diminué les échanges dans les mois récents, ce sont les difficultés que nous avons éprouvées en Allemagne et à Berlin. J'ai l'espoir que le commerce pourrait connaître une expansion, et à mon avis une expansion immédiate, si nous arrivions en Allemagne et à Berlin à une solution pacifique, qui satisfasse les intérêts de tous.

M. Adjoubei - C'est avec un sentiment de satisfaction que je communiquerai vos paroles à nos lecteurs. Nous avons toujours considéré et nous considérons encore les Américains comme des réalistes. C'est votre énergie, votre façon réaliste d'aborder les questions qui vous ont aidé à édifier un pays aussi riche. Mais maintenant je voudrais vous demander franchement, Monsieur le Président, parce que vous avez exprimé cette idée à plusieurs reprises, si vous pensez sérieusement que les changements sociaux qui surviennent dans le monde aujourd'hui résultent d'actions dans lesquelles Moscou est impliqué ? Je voudrais vous rappeler une chose. Vous savez que lorsque en France la révolution bourgeoise l'emporta, l'Europe aristocratique accusa la France de tous les péchés mortels. Quand la révolution d'octobre l'emporta, le monde des riches tout entier condamna cette révolution. Mais cependant cette révolution a gagné ! Vous avez évoqué la venue au pouvoir d'un marxiste en Guyane britannique. Pensez-vous que les événements se sont déroulés là-bas conformément à nos directives ? Bien entendu, nous ne pouvons vous donner aucune garantie qu'il ne se produira pas de changements sociaux dans le monde, même si vous deviez y voir la "main" de Moscou.

Le Président - Permettez-moi de dire, comme je l'ai déjà indiqué, que si les peuples de ces pays faisaient un libre choix, que s'ils préféraient le communisme, le socialisme ou quelque autre système, alors les Etats-Unis et le peuple des Etats-Unis l'accepteraient. C'est pourquoi j'ai cité l'exemple de la Guyane britannique. Mais bien entendu je ne soutiens pas, et je ne dis pas, que l'Union soviétique soit responsable de tous les changements qui se produisent dans le monde. Par exemple, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'empire britannique est devenu une série d'Etats indépendants, 15 Etats il me semble. La communauté française a donné naissance à 21 Etats indépendants. De nombreux changements se sont produits dans le monde. L'Europe occidentale s'est unie plus étroitement au sein du Marché Commun. Tout cela n'est pas le résultat des efforts des communistes. Comme je l'ai dit, de nombreux changements se sont produits partout dans le monde. Les peuples veulent vivre de façons différentes. C'est aussi ce que nous souhaitons. S'ils ont l'occasion de choisir librement, s'ils choisissent de soutenir le communisme, nous l'acceptons. Nous sommes hostiles, en revanche, à toute tentative faite pour imposer le communisme par la force, ou à une situation dans laquelle une fois qu'un peuple est tombé sous la domination communiste, les communistes ne lui donnent plus la possibilité réelle de faire un autre choix.

Nous avons eu l'impression que les accords de Yalta et les accords de Potsdam offraient un libre choix aux peuples de l'Europe orientale. Nous ne pensons pas aujourd'hui que ces peuples puissent faire un libre choix. Vous pouvez avancer qu'ils désirent vivre sous le régime communiste, mais si ce n'est pas le cas, aucune occasion ne leur est offerte d'en changer.

Nous croyons que si l'Union soviétique - sans chercher à imposer le système communiste - permettait aux peuples du monde de vivre comme ils souhaitent vivre, les relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis seraient alors très satisfaisantes et nos deux peuples, qui vivent aujourd'hui dans le danger, seraient en mesure de vivre en paix et avec un niveau de vie considérablement plus élevé. Et je pense que nous avons aujourd'hui des possibilités économiques si considérables dans nos deux pays que nous devrions envisager comment nous pourrions nous mettre d'accord et non chercher à nous imposer mutuellement nos vues ou à les imposer à tout autre pays.

M. Adjobei: - Naturellement, Monsieur le Président, je n'espérais pas en si peu de temps réussir à vous convertir à une autre croyance - pas plus que vous n'espérez me convertir. Vous vous êtes entretenu avec notre Président, le premier secrétaire du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique et il n'est pas parvenu à vous convaincre, pas plus qu'il n'a tenté de le faire. C'est, comme vous le savez, une question d'appréciation personnelle. Un homme peut considérer que certaines élections sont libres tandis qu'un autre considérera que ces élections ne sont pas démocratiques. Par exemple, dans un certain nombre de pays d'Amérique latine, de grands changements révolutionnaires se produisent. Pendant longtemps vous avez estimé que Trujillo avait été élu d'une façon démocratique. Vous en avez dit autant du régime du Chah d'Iran. Mais ne nous engageons dans une controverse et passons à une autre question.

Monsieur le Président, puis-je vous poser la question suivante ? Il est notoire que le gouvernement soviétique a déclaré qu'il était prêt à accepter toute proposition des puissances occidentales sur un contrôle et une inspection de caractère international, si un accord intervenait sur un désarmement général et complet. En même temps, le gouvernement soviétique n'exclut pas la possibilité de parvenir à un accord sur un certain nombre de mesures qui pourraient diminuer le danger de guerre et qui pourraient être appliquées dans un avenir immédiat. Ces propositions sont, par exemple, celles qui portent sur le blocage des budgets militaires, la renonciation à l'utilisation des armes nucléaires, la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'O.T.A.N. et les pays du Pacte de Varsovie, le retrait des troupes étrangères des territoires des autres pays, l'établissement d'une zone franche nucléaire ou l'adoption de mesures parant au danger d'une attaque surprise. Quelles sont, à votre avis, les perspectives d'un désarmement général et complet et d'une diminution des tensions internationales ?

Le Président - Etant donné que l'Union soviétique et les Etats-Unis se sont mis d'accord dans la déclaration des principes de septembre, à la fin des entretiens McCloy-Zorine, sur le but d'un désarmement général et complet, le problème devient maintenant d'essayer d'atteindre ce but, étape par étape. Il existe sur ce point, entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, un désaccord fondamental qui doit être résolu. Nous croyons qu'il

doit y avoir un système d'inspection adéquat, pour s'assurer que chacune des parties désarme et reste dans la ligne des accords qu'elle a conclus. L'Union soviétique a déclaré qu'elle nous permettrait, à nous ou à l'organisme international de contrôle, d'inspecter les armes détruites mais qu'elle ne nous permettrait pas d'entreprendre une inspection pour voir quelles armes restent encore. L'une des parties pourrait détruire cent bombardiers mais conserver intacts mille ou deux mille bombardiers. Si l'on veut vraiment s'assurer un désarmement méthodique, il me semble qu'il faut inspecter non seulement les armes qui ont été détruites mais aussi celles qui restent. Autrement, nous ne pouvons, de part et d'autre, avoir quelque garantie de sécurité que ce soit. Si nous pouvons tomber d'accord sur un système efficace d'inspection qui assure chacun de nos pays que l'autre tient ses engagements, alors, à mon avis, nous pourrions aborder le désarmement général et complet.

C'est pourquoi j'ai pensé qu'il était d'une importance vitale que nous puissions, comme première étape, conclure un accord sur la cessation des essais nucléaires, puis, nous occuper, étape par étape, des autres armes atomiques, des missiles, du niveau des forces terrestres, de la Marine et du reste. Si nous arrivons à nous mettre d'accord sur ce point nous pourrions alors aborder le désarmement général et complet.

Je pense qu'il serait utile que les pays de l'O.T.A.N. et ceux du Pacte de Varsovie s'engagent à vivre en paix les uns avec les autres. Je suis convaincu qu'il nous faut prendre toutes les mesures possibles pour empêcher une attaque surprise. Je crois que si les relations entre nos deux pays pouvaient être normalisées cela réduirait le développement de l'appareil militaire des deux camps, mais nous ne pouvons, à l'heure actuelle, retirer nos troupes d'Europe, leur faire retraverser l'Océan Atlantique, alors que vous ramenez simplement vos troupes en Union soviétique, à quelques centaines de kilomètres seulement. Voilà pourquoi nous devons nous faire une idée de ce que va devenir la situation à Berlin et en Allemagne. Et c'est pourquoi j'espère que des négociations interviendront rapidement entre nos gouvernements et qu'elles se montreront fructueuses.

Il a été déclaré à maintes occasions que nous étions opposés à la signature d'un traité de paix, que nous considérions cette signature comme un acte de belligérance. La question n'est pas là. Nous estimons que la déclaration des Quatre Puissances faite à Genève en 1955 et prévoyant la réunification de l'Allemagne constitue la politique la plus judicieuse. Diviser un pays, diviser une ville, édifier un mur à travers une ville, ce n'est qu'accroître les tensions, pensons-nous, et non les diminuer. Et nous estimons que, si l'on permettait au peuple allemand de s'unifier, des mesures adéquates pourraient être prises pour protéger la sécurité de tous les intéressés.

Or nous constatons qu'aujourd'hui l'Union soviétique n'entend pas permettre la réunification, et qu'aussi longtemps que l'Union soviétique poursuivra cette politique, l'Allemagne ne sera pas réunifiée. La question est maintenant de savoir si l'Union soviétique signera avec les autorités de l'Allemagne de l'Est un traité qui accroîtra les tensions au lieu de les diminuer. Comme je l'ai dit dans mon discours devant les Nations Unies, nous reconnaissons que l'Union soviétique peut signer tous les traités qu'elle veut avec les autorités est-allemandes. Ce que nous estimons si dangereux, cependant, c'est qu'il soit prétendu que le traité nous dénierait nos droits à Berlin-Ouest, droits que nous avons acquis par suite de la guerre, droits dont l'Union soviétique, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont convenus à la conclusion de la guerre, et que nous estimons devoir être maintenus. Mais si vous signez un traité avec l'Allemagne de l'Est et si ces droits dépendent du bon plaisir des autorités est-allemandes, il me semble que cela va accroître les tensions. Si l'Union soviétique tente, dans ce traité, de transférer la juridiction de Berlin-Ouest aux autorités est-allemandes, contre le vœu de la population de Berlin-Ouest, si les lignes d'accès et de communication, de Berlin-Ouest vers le monde extérieur et l'Occident se trouvent entièrement placées sous le contrôle des autorités est-allemandes, qui pourront les couper quand bon leur semblera, alors ce traité n'amènera pas la paix, il ne fera qu'augmenter le danger.

J'espère pourtant qu'au cours des conversations et des négociations que nous espérons avoir avec l'Union soviétique, des assurances seront données qui nous permettront de continuer à exercer les droits que nous avons actuellement à Berlin-Ouest, à la suite de l'accord existant des Quatre Puissances, et assureront la possibilité d'entrer librement dans cette ville et d'en sortir librement. Nous ne voulons pas demeurer à Berlin-Ouest si les Berlinoises ne désirent pas que nous y demeurions. Lorsqu'ils décideront qu'ils ne veulent plus de nous, nous partirons. Mais aussi longtemps qu'ils désireront que nous restions, il me semble que les droits

qui nous ont été reconnus par un accord devraient être maintenus. J'espère que l'Union soviétique sera d'accord sur ce point, et en particulier qu'elle acceptera de permettre que les personnes et les marchandises entrent librement à Berlin-Ouest et en sortent librement. Nous pourrions alors, à mon sentiment, parvenir à un règlement pacifique en Europe centrale, et si nous pouvons aboutir à un accord sur cette question, je pense que nos relations s'amélioreront considérablement.

M. Adjobei: - Vous venez de répondre à la question que j'allais vous poser. Mais je ne peux être d'accord avec vous. Je ne suis pas un spécialiste en matière de désarmement, mais, à mon sentiment, l'accord McCloy-Zorine a représenté un pas en avant très important, et nous espérons que les efforts des spécialistes qui seront autorisés par nos gouvernements conduiront à de meilleurs résultats. Et maintenant, quelques mots sur l'Allemagne. Si j'ai bien compris la traduction, j'ai entendu une formule fort dépourvue de réalisme. Je pense à la formule "autorités est-allemandes". Il serait plus agréable d'entendre "gouvernement de la République Démocratique Allemande". Vous n'aimez pas la République Démocratique Allemande. Nous n'aimons pas la République Fédérale d'Allemagne, mais nous entretenons avec elle des relations diplomatiques et nous avons de très bonnes relations commerciales. Nous faisons ainsi preuve de réalisme. Si le gouvernement des Etats-Unis ne disait pas "les autorités est-allemandes", mais disait "le gouvernement de la RDA" ce serait là faire preuve d'un réalisme fort satisfaisant.

Et maintenant un deuxième point. Nous aimerions signer un traité de paix de concert avec nos alliés de la deuxième guerre mondiale, et nous espérons qu'il en sera ainsi. Ce serait un grand bonheur, non seulement pour notre gouvernement, mais aussi pour notre peuple. Personne ne veut céder Berlin-Ouest à l'Allemagne de l'Est. C'est une idée absurde. Il y a la République Démocratique Allemande et il y a la République Fédérale d'Allemagne avec son système capitaliste. Signons un traité de paix et garantissons la liberté à Berlin-Ouest par tous les moyens - par les troupes des Quatre Puissances, par les troupes des Nations Unies - et garantissons ainsi les droits de Berlin-Ouest. Mais c'est un problème pour de futures négociations. Quelques mots maintenant sur l'accès à Berlin-Ouest. Pourquoi compliquer un problème aussi simple ? Les communications avec Berlin-Ouest s'étendent sur 160 kilomètres à travers le territoire de la République Démocratique Allemande. Si l'on a besoin de se rendre à Berlin-Ouest, s'il est nécessaire d'y envoyer des personnes, des denrées alimentaires ou autres marchandises, alors il est véritablement élémentaire de demander l'autorisation de le faire au gouvernement de la R.D.A. Quelquefois j'ai le sentiment - et je vous le dis très franchement - que quelques méchantes gens tentent à l'heure actuelle de compliquer les choses simples et créent ainsi délibérément la tension. Hier, en parlant avec vos plus proches conseillers, j'ai pris cet exemple : si un homme a le système nerveux extrêmement tendu, le moindre bruit, le moindre son l'irrite et il prend toute chose en méfiance. Un tel homme peut créer beaucoup de trouble. Nous avons l'espoir que les négociations qui prendront place dans le proche avenir seront objectives, réalistes et se dérouleront dans une atmosphère de calme complet.

Le Président - Puis-je vous répondre brièvement ? Berlin tout entier fut placé sous l'autorité des Quatre Puissances par les accords de Potsdam. Berlin-Est, qui était sous l'autorité directe de l'Union soviétique, est aujourd'hui rattaché à l'Allemagne de l'Est en violation de ces accords. Il n'est plus effectivement sous le contrôle des Quatre Puissances. Et maintenant l'Union soviétique cherche à installer les troupes soviétiques à Berlin-Ouest. Elle ne propose pas que les troupes des trois autres Puissances s'installent à Berlin-Est. En d'autres termes, l'Union soviétique cherche maintenant à partager le contrôle de Berlin-Ouest. C'est le premier point en cause. Le second est cette question des droits d'accès à travers l'Allemagne de l'Est. A ce que je comprends, vous donneriez aux autorités est-allemandes - vous dites le gouvernement de l'Allemagne de l'Est - le pouvoir d'intervenir dans ces communications. On a déclaré qu'elles ne le feraient pas, mais nous n'avons pas d'assurances à ce sujet dans les déclarations de M. Ulbricht qui varient de semaine en semaine. A mon sentiment, si un tel accord était signé, si nos droits sur les lignes de communication entre l'Ouest et Berlin-Ouest - qui sont maintenant régies par l'Union soviétique - passaient sous la coupe des autorités est-allemandes, et si les Allemands de l'Est intervenaient dans ce droit d'accès pour une raison ou pour une autre, alors cela provoquerait une tension accrue, l'Union soviétique pourrait apporter son soutien à l'Allemagne de l'Est et nous nous trouverions nous-mêmes, au lieu d'avoir réglé cela maintenant, une fois de plus face à face.

La raison pour laquelle nous avons répugné à reconnaître l'Allemagne de l'Est comme puissance souveraine

tient au fait que nous ne reconnaissons pas la division de l'Allemagne. C'est notre opinion que le peuple allemand désire avoir un pays uni. Si l'Union soviétique avait perdu la guerre, le peuple soviétique serait lui-même opposé à une ligne de démarcation tracée à travers Moscou et le pays entier. Si nous avions été nous-mêmes vaincus, nous n'aimerions pas avoir une ligne de démarcation tracée le long du Mississippi. Les Allemands désirent être unis. Je pense qu'il serait possible d'y arriver dans des conditions qui protégeraient les intérêts de toutes les parties. Mais l'Union soviétique croit que ses intérêts sont mieux servis par le maintien de la division de l'Allemagne.

La question est donc - étant donné cette décision : pouvons-nous assurer la protection de nos droits à Berlin-Ouest, sur lesquels l'Union soviétique était d'accord en 1945, de manière qu'il n'y ait pas de crise persistante ? En essayant de donner une solution aux problèmes qui se sont posés à la suite de la deuxième guerre mondiale, nous ne voulons pas accroître les risques d'une troisième guerre mondiale. Tout ce que nous voulons faire, c'est maintenir un nombre très limité - et il est très limité - de troupes des Trois Puissances à Berlin-Ouest et avoir, par exemple, une administration internationale sur l'autoroute afin que les personnes et les marchandises puissent librement entrer et sortir. Alors nous pourrions avoir la paix dans cette zone pendant des années. Mais si l'Allemagne de l'Est se met à exercer le droit de contrôler cet accès, nous devons nous attendre à une tension continue là-bas et je ne vois pas du tout, étant donné les intérêts puissants que nos deux pays ont à voir régner la paix dans cette partie de l'Europe, en quoi ce serait une décision sage. J'ai l'espoir au contraire que les négociations que nous sommes vivement désireux de voir s'instaurer conduiront à un accord sur cette zone qui reconnaîtra loyalement les intérêts de tous.

M. Adjoubei: - Monsieur le Président, puisque je vous parle de façon très franche et amicale, j'aimerais vous demander d'imaginer, au moins pour un moment, la chose impossible suivante. Imaginez que vous soyez un officier, un ancien combattant de la Marine soviétique qui a combattu pendant la deuxième guerre mondiale. Vous avez gagné la guerre, puis les événements mêmes qui se produisent actuellement se sont déroulés. L'une des parties de l'Allemagne - la République Fédérale d'Allemagne - ne reconnaît pas la frontière qui a été établie après la guerre. Elle recommence à armer. Le chancelier de ce pays se rend aux Etats-Unis pour s'entretenir avec le Président des Etats-Unis et ils ont des conversations secrètes. L'esprit de revanche est très vif dans cette partie de l'Allemagne. Quelle serait votre attitude devant cet état de choses, si vous étiez un ancien combattant de la Marine soviétique ?

Le Président - Si j'étais un ancien combattant soviétique, je verrais que l'Allemagne occidentale ne dispose actuellement que de neuf divisions, ce qui ne représente qu'une fraction des forces soviétiques. Neuf divisions. Elle n'a pas d'armes nucléaires en propre. Elle n'a qu'une petite force aérienne, et presque pas de Marine - peut-être deux ou trois sous-marins. Elle ne représente donc pas une menace militaire. Ses neuf divisions sont placées sous le contrôle international de l'O.T.A.N., groupant 15 pays d'Europe qui ont maintenant en Allemagne de l'Ouest un total de 22 ou 23 divisions, soit à peu près le nombre même des divisions soviétiques en Allemagne de l'Est. Si bien que je n'estimerai pas que ce pays représente actuellement une menace militaire pour l'Union soviétique, tout en reconnaissant combien la lutte a été dure pendant la deuxième guerre mondiale - de même que le Japon ne représente pas aujourd'hui une menace pour les Etats-Unis, malgré les quatre années de guerre contre le Japon qui se sont déroulées il y a vingt ans dans le Pacifique. La puissance des pays change, les armes changent, la science change. Sans missiles, sans capacité nucléaire, avec très peu de divisions, je ne pense pas que l'Allemagne de l'Ouest constitue aujourd'hui une menace militaire.

Je considérerais alors la puissance des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique et je dirais que la chose essentielle pour l'Union soviétique et les Etats-Unis est de ne pas nous engager dans une guerre qui détruirait nos deux systèmes. Donc, en tant qu'ancien combattant soviétique, je voudrais que l'Union soviétique parvienne à un accord avec les Etats-Unis qui reconnaîtrait les intérêts et les engagements des Etats-Unis aussi bien que les nôtres et n'essaierait pas d'imposer de façon unilatérale aux Etats-Unis une nouvelle situation contraire aux engagements que nous avons pris. L'Union soviétique a pris en 1945 un engagement relatif à Berlin. Aujourd'hui l'Allemagne est divisée. Aujourd'hui l'Allemagne ne constitue pas militairement une menace pour l'Union soviétique.

La chose importante, c'est d'essayer de parvenir à un accord qui reconnaîtrait les intérêts de tous, et je pense

que cela peut être fait au sujet de l'Allemagne. Je reconnais qu'il y aura deux Allemagnes aussi longtemps que l'Union soviétique estimera que c'est son intérêt. Le problème est maintenant de s'assurer que, dans tout traité que l'Union soviétique peut signer avec l'Allemagne de l'Est, les droits des autres puissances à Berlin soient reconnus. C'est tout ce dont nous voulons parler. Nous ne parlons pas d'encourager l'esprit de revanche, d'édifier un grand appareil militaire allemand ou de toute autre chose dont vous faites état. Dans tout traité de paix signé avec l'Allemagne de l'Est, il faut que figure la reconnaissance des droits des Etats-Unis et des autres puissances.

Mais tout cela ne m'apparaît en aucune façon comme une menace pour la sécurité de l'Union soviétique. Cela n'implique aucun accroissement des forces militaires occidentales, qui sont là-bas plutôt limitées. Je pense que nous pouvons au cours de ce siècle connaître la paix en Europe centrale si nous pouvons parvenir à un accord sur Berlin-Ouest. Suivre une autre ligne de conduite sous le prétexte de mettre fin à la deuxième guerre mondiale, ligne de conduite qui menacerait d'augmenter les risques d'une troisième guerre mondiale, constitue une politique complètement déraisonnable, pour vous et pour nous.

C'est pourquoi, si j'étais un officier soviétique désirant la paix, je penserais que la paix peut être gagnée et que la sécurité de mon pays peut être assurée. L'Union soviétique est une forte puissance militaire. Elle a une grande capacité nucléaire. Elle possède des missiles, des avions, elle a un grand nombre de divisions et d'autres pays lui sont associés. Personne n'envahira l'Union soviétique à nouveau. Aucune puissance militaire ne le pourrait. Le problème est de conclure un accord qui permette de faire reconnaître nos intérêts au même titre que les vôtres. Cela ne devrait pas dépasser nos possibilités, aux uns comme aux autres.

Ni le président Khrouchtchev ni moi-même n'avons conclu les accords de 1945 sur Berlin. Notre responsabilité, vu la situation qui est difficile, consiste à parvenir à la paix, et je suis persuadé que cela peut être fait.

En résumé, si j'étais un officier de la Marine soviétique, je penserais que la sécurité de l'Union soviétique est bien protégée et que l'important est maintenant de conclure un accord avec les Etats-Unis, nos alliés de la deuxième guerre mondiale.

M. Adjoubei: - Monsieur le Président, j'en ai presque terminé. Bien entendu vous avez répondu à cette question, non comme un ancien combattant des forces armées soviétiques, mais comme le Président des Etats-Unis, et c'est bien naturel. Toutefois, si je vous comprends bien, Monsieur le Président, vous êtes opposé à ce que l'Allemagne de l'Ouest dispose d'armes nucléaires ou à ce qu'elle puisse en avoir un quelconque contrôle, n'est-ce pas ?

Le Président - Les Etats-Unis ont pour politique nationale, et c'est ce que j'ai dit aux Nations Unies, de ne donner d'armes nucléaires à aucun pays, et je répugnerais vivement à voir l'Allemagne de l'Ouest acquérir sa propre force nucléaire. Le chancelier Adenauer a déclaré, en 1954, que l'Allemagne de l'Ouest ne chercherait pas à le faire. C'est encore la politique du gouvernement ouest-allemand et je crois que c'est là une politique sage.

M. Adjoubei: - Mais vous savez parfaitement bien que de nombreux postes importants de l'O.T.A.N. sont occupés par des généraux allemands et vous savez d'autre part que l'Europe est fort éloignée des Etats-Unis. Ne croyez-vous pas qu'il pourrait arriver qu'à un moment donné ces généraux allemands acquièrent une trop grande influence à l'O.T.A.N. ?

Le Président - C'est pourquoi j'estime qu'il est si important de souligner que l'armée de l'Allemagne de l'Ouest est intégrée à l'O.T.A.N. L'O.T.A.N. est actuellement commandée par un Américain, et, à mon avis, aussi longtemps que les forces allemandes sont intégrées à l'O.T.A.N. - et que l'O.T.A.N. est sous le contrôle de 15 pays membres dont aucun ne veut une autre guerre - la sécurité de tous est assurée. Et je pense que cela continuera.

Mais si cette situation changeait, si l'Allemagne mettait au point une capacité atomique qui lui soit propre, si elle fabriquait de nombreux missiles ou mettait sur pied une puissante armée nationale qui représenterait une

menace de guerre, alors je comprendrais votre inquiétude et je la partagerais. Après tout, nous avons eu deux guerres en Europe, tout comme vous. Mais la situation aujourd'hui - et la situation pour l'avenir - est telle que je l'ai décrite.

Si cette situation changeait, il m'apparaîtrait alors adéquat que les Etats-Unis, l'Union soviétique et d'autres pays examinent la situation à ce moment-là. Mais il n'en est pas ainsi aujourd'hui, donc pourquoi courir le risque de voir les Etats-Unis, qui sont un pays puissant, et l'Union soviétique, qui est puissante elle aussi, se créer l'une à l'autre des difficultés, alors qu'il n'existe aucune menace réelle en Europe pour vous ou pour nous ? Je pense que nous devrions envisager les choses telles qu'elles sont en 1961.

Vous avez dit que vous étiez réalistes. Nous ne sommes ni en 1939, ni en 1940 ou 1941. Voyez ce qui est arrivé. Comme je l'ai rappelé, en Extrême-Orient, la force du Japon était tout à fait différente en ces années-là. La puissance de la Chine était toute différente, elle aussi. Les pays changent. La situation change. Et nous devons être assez réalistes pour voir où réside le véritable danger. Le véritable danger aujourd'hui, c'est le fait que nos deux pays possèdent avec leurs stocks nucléaires les moyens de s'infliger l'un à l'autre d'immenses ravages - et nous sommes ceux qui ont le plus à perdre dans une guerre.

Je pense donc, si nous envisageons la situation de façon réaliste, que nous devrions être en mesure de parvenir à un accord qui protégerait les intérêts de nos deux grands pays et nous permettrait à l'un comme à l'autre d'aller de l'avant en élevant nos niveaux de vie et en faisant face à d'autres problèmes. Aux Etats-Unis, au cours des 14 dernières années, le niveau de vie s'est élevé de 40 %. En Union soviétique, il a très sensiblement monté. Personne ne peut bénéficier davantage de la paix que l'Union soviétique et les Etats-Unis.

J'aimerais que, plutôt que d'essayer de parler des conditions qui prévalaient en Allemagne il y a vingt ans, nous les envisagions telles qu'elles sont aujourd'hui. La paix règne véritablement en Europe depuis quinze ans. Le problème aujourd'hui est de voir si nous pouvons parvenir à une négociation qui réglerait le problème pour quinze autres années. Personne ne sait ce qui arrivera dans le monde à longue échéance, mais au moins nous devrions être capables de régler le problème de Berlin et de l'Allemagne.

M. Adjoubei: - Je tiens à vous remercier de m'avoir prêté votre attention et de m'avoir consacré un temps pris sur votre repos de fin de semaine.

Le Président - J'apprécie beaucoup le fait que vous me donniez, en temps que Président, l'occasion de parler à la population de l'Union soviétique et j'apprécie beaucoup la courtoisie dont vous avez fait preuve en venant ici. Je tiens à insister sur le fait que pour la population de ce pays rien ne serait plus satisfaisant que de voir nos deux nations vivre en paix et les citoyens de nos deux pays jouir d'une élévation régulière du niveau de vie. J'ai, en tant qu'étudiant, été en Union soviétique en 1939, et je sais que de nombreux changements sont intervenus et que le niveau de vie de la population s'élève. Le niveau de vie de la population des Etats-Unis s'est également élevé. J'espère que cette interview contribuera dans une certaine mesure à une meilleure compréhension et à la paix. Car, je le répète encore, nos deux peuples ont tout à gagner à la paix.

M. Adjoubei: - Merci, Monsieur le Président.